

RFAS

Revue française des affaires sociales

Appel à contribution pluridisciplinaire

Alimentation et inégalités sociales : écologisation, sanitarisation

Pour le troisième numéro de la RFAS de 2027

Le dossier sera coordonné par **Carla Altenburger** (UMR Innovation - L'institut Agro Montpellier & IRISSO - Université Paris-Dauphine), **Tom Beurois** (Tree, Université de Pau) et **Julie Mayer** (UTOPI, Université Toulouse - Jean Jaurès)

Les contributions relevant de l'économie, de la philosophie, du droit, de la science politique, de l'anthropologie, de la sociologie, de l'histoire, de la géographie et des sciences de l'éducation sont encouragées.

Les propositions sont attendues pour le 7 septembre 2026

Les auteur·rices intéressé·es sont invité·es à envoyer une brève note d'intention (8 000 signes espaces et bibliographies comprises) indiquant le titre provisoire de leur article, la problématique et la méthode envisagées, le terrain mobilisé le cas échéant et une bibliographie indicative, sous format Word. La note ne devra pas faire apparaître les noms des auteur·rices

Les propositions doivent être envoyées à l'adresse suivante :

RFAS-DREES@sante.gouv.fr

(Ne pas envoyer les propositions directement aux coordinatrices, et ce afin de garantir l'anonymat des propositions)

Les articles seront ensuite attendus avant le lundi 1^{er} février 2027

Introduction

Ce numéro de la *Revue française des affaires sociales* propose d'étudier la manière dont les enjeux écologiques et sanitaires touchant l'alimentation s'articulent aux inégalités sociales. Il a pour point de départ le constat d'une mise à l'agenda de ces enjeux, tant du côté des pouvoirs publics que des organisations militantes et économiques, qui tendent à faire converger ces processus. Ces dernières années, la profusion d'initiatives et de dispositifs – plus ou moins réformateurs, publics et privés – autour de l'alimentation constitue en effet un mouvement de fond. Si la crise sanitaire du Covid-19 et la hausse des coûts de l'alimentation liée à l'inflation ont très certainement participé à leur visibilité et à susciter l'intérêt des chercheur·es, il reste que nombre d'initiatives sont relativement anciennes. La force avec laquelle s'opère la diffusion de normes écologiques et sanitaires à travers l'alimentation, parfois accompagnée de discours sur la lutte contre les inégalités ou la « démocratisation » de l'alimentation, invite à analyser ces évolutions.

Penser les inégalités sociales au prisme des normes écologiques et sanitaires appliquées à l'alimentation.

Longtemps mobilisée en sciences sociales comme un objet empirique, l'alimentation constitue un puissant révélateur d'inégalités (De Saint Pol, 2017) relatives aux classes sociales (Halbwachs, 1912 ; Grignon & Grignon, 1980), aux modes de vie (Bourdieu, 1979), à la race¹ (Slocum, 2011), au travail domestique et au genre (Delphy, 2003 ; DeVault, 1991). Les « goûts » alimentaires, en particulier, constituent des marqueurs de position sociale et participent ainsi à des processus de distinction symbolique entre groupes sociaux (Bourdieu, 1979 ; Régner, 2025). Parce que l'alimentation s'inscrit dans des rapports de pouvoir, des rôles et des conditions de vie différenciés, elle contribue aussi à la production d'inégalités de santé (Caillavet et al. 2014). Les recherches en nutrition mettent en évidence la survenance de maladies (obésité, diabète, dénutrition, maladies cardiovasculaires) en lien avec les modes de vie en général, et les manières de s'alimenter en particulier. L'alimentation tend ainsi à être reconfigurée par un ensemble de processus de mise en santé qui en transforment les catégories d'analyse et les normes. Le concept de sanitisation que nous mobilisons dans ce numéro est appréhendé comme un prolongement des analyses du processus de médicalisation (Conrad, 1992), entendu comme le processus par lequel des comportements ou problèmes sociaux sont requalifiés en troubles relevant du champ médical. Comme l'a montré David Armstrong (1995), le développement de la médecine préventive et de la santé des populations contribue à élargir le champ du regard médical et sanitaire à des dimensions de plus en plus diffuses de la vie sociale, notamment les comportements ordinaires et les modes de vie (voir par exemple William, 2002 sur le sommeil ; Pelchat et al., 2006 sur l'exclusion sociale ; Morel, 2014 sur

¹ Selon Solène Brun et Claire Cosquer, « la race désignerait la construction d'une différence de nature sociale, traduite par des inégalités matérielles et symboliques, qui est présentée comme fondée en nature, c'est-à-dire légitimée par des marqueurs phénotypiques, tels que la couleur de la peau, la texture des cheveux, la forme du nez ou encore celle des yeux. » (Brun & Cosquer, 2022, p. 63). Nous abordons donc le concept de « race » comme construction sociale. Bien que « la race » n'ait pas de valeurs biologiques, les différences de perception des origines ethniques ont des effets sociaux en termes de discriminations et d'inégalités sociales justifiant son analyse dans les rapports sociaux.

l'échec scolaire). Dans cette perspective, Didier Fassin définit la « sanitarisaton du social » comme une « traduction sanitaire d'un problème de société » (Fassin, 1998, p. 42).

Si l'alimentation peut être appréhendée sous l'angle de la sanitarisaton, ce processus gagne à être analysé concomitamment aux formes d'écologisation du social, c'est-à-dire la requalification de pratiques et de choses en questions environnementales (Magnin, 2024 ; Collectif « Classes Vertes », 2025). Les recherches qui analysent les rapports différenciés à l'environnement des classes sociales montrent comment l'alimentation constitue sur ce terrain l'un des supports de distinction (Grossetête, 2019) et d'inégalités sociales (Comby, 2024 ; Comby & Malier, 2021 ; Coulangeon *et al.*, 2023). Elle constitue en effet l'une des ressources de subsistance structurée par les inégalités environnementales (Collectif « Classes Vertes », 2024) et sa consommation, lorsqu'elle est teintée d'orientation écologique, est révélatrice de ce que Lindsey Carfagna et ses collègues (2014) appellent l'éco-habitus. Celui-ci serait caractéristique des classes supérieures urbaines, fortement dotées en capital culturel et promptes à l'adoption des normes écocitoyennes (Ginsburger, 2020). Cette tendance à l'écologisation de la consommation à mesure que s'élève le niveau de capital culturel s'observe dans de nombreux travaux à l'instar de ceux de Rebecca Elliott (2013) et Claire Lamine (2008) qui montrent son caractère surdéterminant par rapport au capital économique dans l'achat de produits biologiques. À l'inverse, si les classes populaires se tiennent plus souvent à distance de ces nouvelles normes écocitoyennes (Grossetête, 2019 ; Barrey *et al.*, 2016), elles n'en adoptent pas moins des pratiques de subsistance, issues de contraintes matérielles et de dispositions à la « débrouille » (Hugues, 2024), dont les effets peuvent converger avec certains objectifs environnementaux. Les disparités de consommation alimentaire conformes à ces critères sanitaires et écologiques peuvent aussi être appréhendées sous un angle spatial. Certains travaux de géographie mettent ainsi en évidence l'existence de « déserts alimentaires » qui limiteraient matériellement l'accès à une alimentation de qualité (Degert, 2025 ; Muller *et al.*, 2021). Toutefois, une étude quantitative démontre que, si résider dans des petites unités urbaines favorise la pratique du potager et l'accès à une alimentation produite localement, le lieu d'habitation influence peu l'achat de produits labellisés biologiques ou équitables. Celui-ci demeure principalement structuré par la position sociale, le niveau de diplôme et surtout le genre (Altenburger, 2022). En outre, plusieurs recherches montrent que l'écologisation des pratiques de consommation comme l'alimentation s'articule aux inégalités de genre. Sous couvert de bienfaits environnementaux – mais aussi sanitaires et familiaux – les prescriptions du « Zéro déchet » convoquent la figure de la « bonne mère » et participent de la réassignation des femmes à des tâches domestiques (Sipan, 2025). C'est aussi ce que montre l'enquête d'Isabelle Hajek et ses collègues (Guien, Hajek et Ollitraut, 2020) à propos des pratiques de lutte contre le gaspillage. Si les femmes de leur enquête s'appuient sur « cet activisme genré pour créer de nouveaux métiers dans lesquelles elles peuvent se reconverter [...] ces activités (écocouture, formation, conseil, vente en vrac...) reproduisent aussi en grande partie la division sexuée du travail » (p. 115).

Cet appel à articles entend ainsi faire de l'alimentation un objet central d'analyse des inégalités contemporaines, en interrogeant la manière dont ces processus de sanitarisaton et/ou d'écologisation contribuent à reconfigurer ces inégalités dans une perspective attentive à la

pluralité des rapports sociaux (classe, race, genre, âge), à leur imbrication et à leur inscription dans l'espace.

Politisation du fait alimentaire et multiplication des réformes publiques et privées

On assiste depuis la fin du XX^e siècle à un renouvellement des mouvements de politisation du fait alimentaire, définie dans l'ouvrage d'Ève Fouilleux et Laura Michel (2020) comme un processus de « requalification des activités sociales les plus diverses, requalification qui résulte d'un accord pratique entre des agents sociaux enclins, pour de multiples raisons, à transgresser ou à remettre en cause la différenciation des espaces d'activités » (Lagroyes, 2003, p. 360 dans Fouilleux & Michel, 2020, p. 12). Ce phénomène donne lieu à une recomposition des politiques publiques dans ce domaine et à l'émergence de nouvelles initiatives de réforme portées par des mouvements sociaux (Hourcade & McClintock, 2023).

Les politiques alimentaires nationales connaissent une évolution profonde depuis l'après Seconde Guerre mondiale, marquées par l'intégration progressive de considérations sanitaires et écologiques. Ce processus s'inscrit dans une histoire longue de mouvements de réforme de l'alimentation où, dès le XIX^e siècle, se développe l'idée d'une « alimentation rationnelle » destinée aux classes laborieuses, supposées nécessiter une éducation alimentaire (Depecker, 2024). Pendant la première moitié du XX^e siècle, le problème posé à l'alimentation demeure avant tout quantitatif : il s'agit de nourrir la population et d'assurer la sécurité des approvisionnements. L'intervention publique est alors largement structurée par le ministère de l'Agriculture. Les pouvoirs publics nationaux se focalisent sur le soutien au développement d'un système alimentaire agro-industriel productiviste – consolidé par la Politique agricole commune à partir de 1962 –, sur le contrôle des risques sanitaires associés à ce modèle et sur la promotion de « labels de qualité » (Fouilleux & Pahun, 2025). À cette orientation s'articule une politique d'aide alimentaire qui consiste à gérer les excédents de la production agroalimentaire. Les préoccupations sanitaires, bien que présentes, restent subordonnées à cette logique agricole dominante. L'action publique emblématique de la promotion du lait à l'école, mise en œuvre à partir de 1954 dans un contexte de modernisation de la société française, illustre cette articulation entre objectifs nutritionnels et soutien aux filières agricoles (Visier & Zoïa, 2025).

Un déplacement s'opère au cours des années 1970, lorsque le Comité français d'éducation pour la santé (CFES) développe à l'échelle nationale des campagnes d'« éducation sanitaire » portant notamment sur l'alimentation, dans un contexte de hausse des dépenses de santé. Ces campagnes visent à infléchir des comportements jugés néfastes pour la santé en s'appuyant sur les progrès des connaissances en nutrition et diététique (Bouchayer, 1984 ; Poulain, 2002). Malgré ces évolutions, le ministère de la Santé conserve une place secondaire dans la définition des politiques alimentaires. Dans les années 1990 et en particulier à la suite de la « crise de la vache folle », celles-ci connaissent une rupture majeure, qui se traduit par une crise de légitimité de l'expertise publique (Raude, 2008). Elle débouche en 1998 sur la création de nouvelles agences sanitaires, renforçant l'administration du ministère de la Santé en lui conférant une légitimité accrue (Benamouzig & Besançon, 2007). Avec le lancement du premier Programme national nutrition santé (PNNS) en 2001, l'alimentation cesse d'être un

domaine d'intervention à dominante agricole et devient aussi un sujet porté par le ministère de la Santé, impliquant plusieurs ministères (agriculture, éducation, jeunesse et sports, finances, affaires sociales) et des autorités locales (Chauliac & Hercberg, 2012). Le PNNS promeut alors une action publique alimentaire axée sur les enjeux nutritionnels et de suralimentation (Fouilleux & Michel, 2020), reposant en majorité sur la responsabilisation des individus pour prendre en charge des enjeux de santé liés à l'alimentation (Petersen & Lupton, 1996 ; Bergeron & Castel, 2015).

Puis, les politiques alimentaires intègrent progressivement, aux côtés des enjeux sanitaires, des préoccupations environnementales. À ce titre, le ministère de l'Agriculture développe le premier Programme national pour l'alimentation (PNA) en 2009 et, plus récemment, la Stratégie nationale pour l'alimentation, la nutrition et le climat (SNANC) adoptée en 2026. À partir du PNNS n° 4 (2019), les enjeux écologiques sont intégrés aux recommandations nutritionnelles, à travers des recommandations sur l'agriculture biologique et la consommation de sources de protéines d'origine végétale. Cette recomposition se traduit aussi par l'émergence de politiques alimentaires portées par les collectivités territoriales (Billion, 2017 ; Bognon, 2014 ; Lardon & Loudiyi, 2014) à partir des années 2010. Leur développement est largement encouragé par l'État qui, en raison des moyens limités alloués aux programmes nationaux (Fouilleux & Pahun, 2025), privilégie une intervention territorialisée à travers la création des Projets alimentaires territoriaux (PAT) à partir de 2014 (Mestre, 2021).

L'alimentation est donc désormais un domaine de politique publique et d'actions réformatrices marqué par l'articulation d'enjeux écologiques avec des préoccupations sanitaires et nutritionnelles plus anciennes, se traduisant par la promotion d'un accès à une alimentation « saine » et « durable ». Ces évolutions s'accompagnent d'une évolution des populations ciblées : d'abord centrées sur l'éducation domestique des femmes (Lhuissier, 2007 ; Leleu, 2016) majoritairement en charge du travail alimentaire (DeVault, 1994 ; Fournier & Jarty, 2019), ces politiques visent désormais plus largement les consommateur·rices et le marché (Pinto, 2018) à mesure que la consommation devient un instrument politique (Chessel, 2012 ; Dubuisson-Quellier, 2018).

Les acteur·rices de la réforme, s'apparentant à une « nébuleuse » (Topalov, 1999), s'inscrivent aussi dans des espaces militants et marchands. De nombreuses initiatives se réclamant des « systèmes alimentaires alternatifs » (Le Velly, 2017) se développent ainsi et prennent des formes multiples. Elles ambitionnent de distribuer des produits alimentaires jugés meilleurs pour la santé et l'environnement, tout en promouvant une reprise en main démocratique de l'alimentation par les citoyen·nes. Elles prennent notamment la forme d'Amap (associations pour le maintien de l'agriculture paysanne) (Paranthoën, 2020), de supermarchés coopératifs et participatifs (Grassart, 2024), de magasins de commerce équitable (Le Velly, 2006) et plus récemment de caisses locales de sécurité sociale de l'alimentation (Bernard de Raymond *et al.*, 2026). D'autres, à l'instar d'associations végétariennes, collaborent directement avec le marché et cherchent à modifier l'offre alimentaire des entreprises, notamment de la grande distribution (Kabouche & Dubuisson-Quellier, 2020). Enfin, certaines initiatives, souvent associatives, visent l'éducation directe des individus en promouvant des normes du « bien manger ». Cela

passer par des dispositifs tels que des cantines associatives (Cardon & Martín-Lagos Lopez, 2020) ou par des ateliers de cuisine organisés dans divers types de structures (Bouïma, 2021 ; Ossipow & Counilh, 2023).

L'ensemble de ces initiatives de la réforme alimentaire contemporaine entend aussi de plus en plus articuler les enjeux de sanitisation et d'écologisation de l'alimentation à la question des inégalités sociales (Hourcade & McClintock, 2023). Ainsi, dès 2009, la « justice sociale » constitue le premier axe thématique du PNA². Plus récemment, la visibilisation des enjeux de précarité alimentaire lors de la crise sanitaire liée au COVID-19 (Bléhaut, Gressier & Paquet, 2025) donne lieu à la création du Comité national de coordination de la lutte contre la précarité alimentaire (Cocolupa) en 2020 et au lancement du programme « Mieux manger pour tous » en 2023. À l'échelle des pouvoirs publics locaux, la question des inégalités sociales est également investie (Corade *et al.*, 2021 ; Néel, 2024) et « l'accessibilité de tous à une alimentation "saine" et "durable" » devient le mot d'ordre de nombreux programmes territoriaux³. Cette dynamique traverse aussi de nombreux mouvements alimentaires. Les mouvements de « justice alimentaire » (Guthman, 2008), initialement développés dans le contexte nord-américain, trouvent aujourd'hui des échos en Europe, où la prise en compte des inégalités sociales traverse certaines Amap (Montrieux, 2023b), fermes urbaines (Paddeu, 2012 ; Saunier *et al.*, 2025) ou encore épiceries coopératives (Lorenzini *et al.*, 2022 ; Véron, 2023). Les normes nutritionnelles et écologiques s'immiscent aussi dans le cadre des dispositifs d'aide alimentaires (Beurois, 2023 ; Ossipow & Counilh, 2023) et dans les récents collectifs de sécurité sociale de l'alimentation qui se multiplient à travers la France depuis les années 2010 (DARD/DARD, 2025). On assiste ainsi à une reconfiguration de la manière dont on appréhende les inégalités sociales en matière d'alimentation : il ne s'agit plus seulement de garantir l'accès à une alimentation suffisante ou « saine » mais également à une alimentation « durable », ce qui explique la dynamique d'écologisation du social évoquée précédemment.

Limites et ambivalences des réformes alimentaires

Cependant, il est aussi fréquent que les initiatives publiques comme privées qui visent à résorber les inégalités participent à les renforcer. Plusieurs contributions ont déjà mis en exergue ce phénomène. Julie Guthman a notamment montré que les mouvements de *food justice* californiens, qui tentent de fournir une alimentation de « qualité » à des résident·es de quartiers populaires, sont investis par des populations blanches et aisées auprès des classes populaires, qui prennent peu en compte les besoins des personnes ciblées. Leur initiative s'apparente à une imposition de normes et trouve peu d'écho (Guthman, 2008). À partir du cas des Conseils de politiques alimentaires étasuniens, Nicolas Larchet montre de son côté que des initiatives qui visent à garantir un « accès » à des aliments « sains » a pu se faire en occultant le problème de la « faim » (Larchet, 2015). La production d'inégalités découle de politiques publiques qui tendent à occulter les facteurs sociaux structurants les pratiques alimentaires, ainsi que les différentes manières d'envisager la santé et l'environnement (Dennis & Robin,

² Pour être exact, le premier axe du premier PNA de 2009 s'intitule « faciliter l'accès à tous à une alimentation de qualité » le terme de « justice sociale » est utilisé à partir du deuxième.

³ Sur le portail du réseau national des Projets Alimentaires Territoriaux, les PAT recensés pour leurs actions en faveur de la « justice sociale dont la lutte contre la précarité alimentaire » sont au nombre de 382. Source : [en ligne] <https://france-pat.fr>.

2020 ; Régnier & Masullo, 2009). Des travaux sur l'agriculture urbaine, qui souhaite « s'ouvrir » à des publics supposés éloignés des pratiques environnementales, montrent également que ces initiatives peuvent renforcer des dynamiques d'exclusion (Paddeu, 2021) en raison notamment d'un manque de considération des usages populaires (Saunier *et al.*, 2025). Ces recherches révèlent combien les initiatives visant à transformer l'alimentation peuvent participer à la reproduction de hiérarchies sociales, en tant qu'espaces où se rejouent des rapports de pouvoir et où s'imposent des définitions et normes alimentaires dominantes. Cependant, elles ont davantage porté sur des terrains nord-américains. En Europe, la recherche académique sur les mouvements de promotion de la consommation « durable » s'inscrit dans le champ de la sociologie économique et s'intéresse davantage à la réforme du marché (Dubuisson-Quellier, 2016 ; Rumpala, 2009), tandis que les initiatives citoyennes et publiques en direction des classes populaires ont moins été traitées (Cardon *et al.*, 2023).

Ce numéro thématique vise donc à rassembler des contributions, issues de diverses disciplines des sciences sociales (sociologie, science politique, science de l'éducation, histoire, économie, géographie, droit, etc.), qui analysent les processus de sanitisation et d'écologisation des pratiques alimentaires selon deux approches complémentaires : la manière dont sont prises en compte les inégalités sociales dans les différentes initiatives publiques et privées à l'origine de ces processus, d'une part et comment ces initiatives participent à redéfinir, actualiser ou renforcer les inégalités sociales liées notamment à la classe, au genre et à la race d'autre part. Il s'agit ainsi d'étudier les effets de l'intégration de ces enjeux dans l'alimentation sur les relations entre groupes sociaux, dans un contexte de multiplication des entreprises réformatrices.

Les contributions pourront s'inscrire dans un ou plusieurs axes de réflexions suivants qui visent à déployer ces questionnements. Ces axes proposent d'explorer (i) la fabrique des politiques publiques de l'alimentation (ses acteur·rices, ses idées et ses dispositifs et comment elles reposent sur une action privée), (ii) la mise en œuvre des dispositifs qui en découlent et le travail des intermédiaires chargé·es de diffuser des normes et d'encadrer les conduites alimentaires, (iii) ce qu'elles font au travail alimentaire quotidien des « publics » de ces réformes et aux rapports sociaux. Les propositions sont attendues sur la base de travaux empiriques, mobilisant des enquêtes qualitatives et/ou quantitatives, des analyses de sources ou de corpus. Elles pourront porter sur différents secteurs de l'action sociale, sanitaire ou économique (« alternatifs » ou non), où se rencontrent des processus d'écologisation et de sanitisation de l'alimentation.

Axe 1 – L'articulation des politiques publiques et des mobilisations autour de l'alimentation

Ce premier axe vise à étudier l'élaboration des politiques publiques qui articulent les enjeux écologiques, sanitaires et sociaux dans le domaine alimentaire. Il s'agit de comprendre les conditions d'émergence de ces politiques, la manière dont l'alimentation est définie comme un enjeu public, ainsi que les dispositifs proposés pour prendre en compte les inégalités sociales en matière d'alimentation.

Les contributions pourront analyser les modalités d'intégration des enjeux sociaux dans les politiques alimentaires, en portant une attention particulière aux acteur·rices impliqué·es dans ce processus. En effet, si les travaux sur la construction des problèmes publics soulignent le rôle central des acteur·rices dans leur définition et leur mise à l'agenda – désignés comme entrepreneurs « de cause » (Neveu, 2022), « de morale » (Becker, 1985) ou « de politiques publiques » (Kingdon, 1984) –, les enquêtes portant sur les politiques alimentaires, et notamment sur leur dimension sociale, ont accordé une attention relativement limitée aux caractéristiques des acteur·rices ayant contribué à la mise à l'agenda des enjeux liés à l'alimentation. Par ailleurs, la publicisation des problèmes publics repose souvent sur une « nébuleuse réformatrice » (Topalov, 1999) mêlant institutions du secteur public, mouvements sociaux et organisations privées (Bergeron *et al.*, 2013). Qu'en est-il des politiques alimentaires et de leur dimension sociale ? Quel rôle des acteur·rices privé·es issu·es des « mouvements alimentaires alternatifs » (Hourcade & McClintock, 2023) dans la mise à l'agenda des enjeux sanitaires, écologiques et sociaux liés d'alimentation ? Des contributions s'intéressant aux trajectoires de ces acteur·rices, leur politisation et leur rapport à l'écologie et aux inégalités (Comby, 2024) seront particulièrement appréciées afin de les situer dans l'espace social et d'expliquer les raisons de leur engagement. Celles-ci pourront également s'intéresser aux « fenêtres d'opportunité » (Kingdon, 1984) dont ces entrepreneur·ses ont bénéficié pour intégrer la question des inégalités sociales à la construction des politiques alimentaires et au rôle des crises dans ce processus (Michel & Soulard, 2021).

Sont également attendues des propositions portant sur les normes et prescriptions alimentaires promues par les politiques alimentaires, ainsi que sur leur articulation aux inégalités sociales. Dans cette perspective, les contributions pourront analyser les reconfigurations des recommandations en matière d'alimentation présentes dans les programmes nationaux en lien avec l'évolution des connaissances scientifiques et des enjeux posées à l'alimentation (Depecker & Lhuissier, 2016 ; Romeyer, 2015). Comment celles-ci sont-elles désormais définies ? Comment s'articulent-elles avec une approche en matière d'inégalités sociales ? Une attention particulière pourra être portée sur les articulations, conflits et possibles hiérarchisations prenant place entre ces différentes prescriptions : en quoi l'approche sanitaire vient légitimer l'écologisation des pratiques alimentaires des classes populaires et inversement ? La traduction en termes écologiques ou sanitaires des inégalités alimentaires vient-elle masquer d'autres dimensions du problème, notamment en termes de quantité ? Ces interrogations conduisent également à s'intéresser aux acteur·rices participant à la définition des normes alimentaires légitimes et à la place accordée aux groupes sociaux concernés dans ce processus. Alors que, dans le cas des couples hétérosexuels, les femmes prennent plus souvent en charge le travail alimentaire, elles sont moins souvent dotées des positions de pouvoir qui influencent les politiques alimentaires (Allen et Sachs, 2012). Dans un contexte où certain·es scientifiques portent le plaidoyer de la « démocratie alimentaire » (Paturel & Ndiaye, 2020) et que la participation à la définition des politiques environnementales reste inégale (Collectif « Classes Vertes », 2024 ; Laurent, 2015), les contributions pourront aussi étudier la place accordée aux personnes issues de classes populaires et racisées dans la définition des prescriptions alimentaires. Quelle conception de l'alimentation et quelles pratiques alimentaires s'imposent alors comme légitimes ?

Enfin, cet axe s'intéresse aux modalités d'action publique mises en œuvre pour réformer le système alimentaire et plus précisément résorber les inégalités sociales en matière d'alimentation. Les travaux portant sur les initiatives de réforme de l'alimentation ont souligné la place centrale accordée à la responsabilisation individuelle dans la transformation des pratiques alimentaires. Des contributions pourront ainsi analyser la manière dont la prise en compte des inégalités sociales liées à l'alimentation vient remettre (ou non) en question cette orientation. Par ailleurs, l'action sociale reposant en grande partie sur le secteur associatif (Cottin-Marx *et al.*, 2017, Hély, 2009), notamment dans le domaine de l'aide alimentaire (Retière & Le Crom, 2018), une attention particulière pourra porter sur le recours des pouvoirs publics aux « mobilisations alimentaires », envisagées comme des solutions aux enjeux sanitaires, écologiques et sociaux liés à l'alimentation. Il s'agit ainsi de s'intéresser au processus de sélection de ces initiatives, notamment au regard du contexte de « marchandisation » par lequel elles sont de plus en plus mises en concurrence pour obtenir un soutien public (Altenburger, 2025 ; Cottin-Marx *et al.*, 2023). Ainsi, quelles mobilisations sont jugées légitimes ? Ces initiatives étant plus ou moins proches d'un fonctionnement marchand (Hetzl, 2023 ; Rodet, 2020) et adoptant un discours plus ou moins revendicatif (Montrieux, 2023a), lesquelles sont soutenues par les pouvoirs publics ? Enfin, des enquêtes portant spécifiquement sur le rapport des pouvoirs publics aux initiatives de solidarité alimentaire seront particulièrement appréciées. Les transformations contemporaines de l'aide alimentaire s'inscrivent dans un contexte de critiques portant sur ses modalités d'organisation, notamment en termes de qualité de l'offre et de « violence alimentaire » (Bonzi, 2023 ; Bricas *et al.*, 2021). Dans ce cadre, les contributions pourront interroger la manière dont les pouvoirs publics se situent dans ces controverses, entre maintien des dispositifs existants, tentatives de « verdissement » de l'aide alimentaire (Beurois, 2023) et soutien à des initiatives alternatives telles que la sécurité sociale de l'alimentation.

Axe 2 – Mise en œuvre des dispositifs de sanitarisation et d'écologisation de l'alimentation

Dans le prolongement des transformations contemporaines de l'action publique en matière d'alimentation, cet axe analyse les configurations d'acteur·rices et les formes de mise en œuvre de dispositifs d'action. Entre associations, collectivités, entreprises et initiatives citoyennes, une diversité d'intermédiaires participe à la traduction d'orientations générales (Callon, 1986) en dispositifs concrets, discours et pratiques ordinaires (Benamouzig & Boubal, 2022). Les contributions pourront analyser les conditions sociales, professionnelles et institutionnelles de cette mise en œuvre, ainsi que les régimes de normativité qui en résultent, dans l'articulation entre sanitarisation et écologisation de l'alimentation.

Depuis les années 2000 et la mise en place du premier Programme national nutrition santé (PNNS), les dispositifs d'intervention sur l'alimentation se sont multipliés et diversifiés, des campagnes nationales de prévention aux programmes territoriaux, ateliers cuisine, actions d'éducation alimentaire ou projets associatifs (Berlivet, 2015 ; Romeyer, 2015 ; Benamouzig & Boubal, 2022). Cette extension de l'action publique s'accompagne de la mobilisation d'une

diversité croissante d'acteur·rices chargés·es de traduire les objectifs sanitaires et écologiques auprès des populations : diététicien·nes, animateur·ices, chef·fes de cuisine, médiateur·ices, coordinateur·ices associatifs ou chargés·es de mission alimentation durable. L'étude de ces professionnel·les invite à interroger les nouvelles formes d'expertise mobilisées et valorisées dans les politiques alimentaires, leurs trajectoires sociale et militante, ainsi que les recompositions des frontières entre santé publique, travail social, éducation populaire et engagement écologique. Par ailleurs, plusieurs travaux montrent comment le secteur de l'aide alimentaire constitue un terrain privilégié de mise au travail des populations les plus précaires derrière le voile de l'engagement et de la citoyenneté (Aubry, 2019 ; Perraudin & Bertheleu, 2024). Qu'en est-il des différentes initiatives ? Reproduisent-elles des formes d'injonction à la participation et de mise au travail gratuit (Simonet, 2010) ? Les propositions d'articles pourront ainsi analyser les formes d'engagement des personnes qui initient et portent ces actions, et leurs marges de décision.

Les relations entre les institutions qui financent et les organisations qui conduisent des politiques alimentation-santé-environnement soulèvent aussi des enjeux de normalisation et de rationalisation des dispositifs. L'adoption du new public management a favorisé la mise en concurrence des structures et une forme de « marchandisation » de la mise en œuvre des politiques publiques (Foley, 1999 ; Hély, 2009), tout en diffusant les normes gestionnaires et les pratiques économiques attendues par les financeurs (Altenburger, 2025). Les appels à projets renforcent cette dynamique d'institutionnalisation : les associations tendent à devenir des « entreprises associatives » (Hély, 2009) alignées sur les attentes publiques (Cottin-Marx, 2019 ; Chevallier, 2022), une part importante de leur activité étant désormais consacrée à ces réponses, au prix d'un « apprentissage silencieux des normes de l'action publique » (Breton, 2014). Cette évolution met en tension logique gestionnaire et logique militante, cette dernière pouvant porter des enjeux encore peu reconnus par l'action publique (DiMaggio & Powell, 1983 ; Marival, 2011 ; Robelet, 2017). Ces dynamiques invitent à analyser dans quelle mesure les modalités de financement orientent l'articulation de recommandations sanitaires et environnementales. Favorisent-elles certains référentiels de santé publique et de transition écologique au détriment d'autres approches portées par les acteur·rices de terrain ? Orientent-elles les modalités de leur démarche d'évaluation d'effets ? Par ailleurs, les relations entretenues avec les pouvoirs publics conditionnent-elles l'autonomie des acteur·rices, leur capacité de critique et leur possibilité d'action ? Plus largement, ces évolutions soulèvent la question de l'émergence de formes alternatives de gouvernance alimentaire (Le Velly, 2017) et de leur capacité à redéfinir les rapports entre action publique et initiatives de terrain.

Loin de se limiter à l'application de prescriptions définies en amont, les intermédiaires de la mise en œuvre d'actions de sanitarisation et/ou d'écologisation participent à leur mise en forme concrète en sélectionnant les messages, les priorités et les pratiques jugés légitimes. Des travaux ont souligné la dimension morale et socialement située des interventions alimentaires (Berlivet, 2015). Sonia Bouïma (2021) montre ainsi comment, dans les ateliers de cuisine, certaines normes alimentaires deviennent des indicateurs de « bonne » conduite. De même, Chantal Crenn et Anne-Élène Delavigne analysent l'intervention de chefs auprès de publics précaires comme relevant d'une conception paternaliste, où la transformation des pratiques

culinaires participe d'un projet plus large visant à « transformer l'être » en lui « redonnant de la qualité » à travers la cuisine (Crenn & Delavigne, 2020, p. 110). Dans le prolongement de ces travaux, il s'agit dès lors d'interroger les processus de légitimation des savoirs alimentaires : quels registres (sanitaires, culinaires, sociaux, écologiques) dominent ? Comment s'articulent prescription, accompagnement et normativité implicite ?

La mise en œuvre concrète des politiques publiques d'écologisation est notamment décrite comme faisant porter une responsabilité disproportionnée aux populations contribuant le moins aux dégradations environnementales (Ginsburger, 2020 ; Comby & Malier, 2021). Les publics désignés comme « défavorisés » ou « vulnérables » (Brodiez-Dolino, 2015 ; Thomas, 2008) sont ainsi mobilisés dans des actions d'éducation alimentaire déployées dans les structures d'aide alimentaire, centres sociaux et associations de quartier (Beurois, 2023 ; Boubal, 2019). En valorisant des « petits gestes » compatibles avec une économie de croissance, ces dispositifs consacrent des pratiques associées aux classes moyennes et supérieures dotées d'un fort capital culturel (Comby, 2024) et transforment des normes écologiques en principes de distinction (Grossetête, 2019). Les instruments de marché des politiques de transition renforcent enfin ces inégalités (Ginsburger, 2020 ; Comby & Malier, 2021), la fiscalité carbone ou les taxes sur les boissons sucrées pouvant peser davantage sur les ménages modestes. Ces dynamiques invitent à interroger les formes de responsabilisation différenciées concernant l'alimentation selon les publics visés, ainsi que les processus par lesquels de nouvelles normes de « goût » participent à un processus de distinction sociale. Enfin, les contributions pourront interroger les manières dont ces initiatives sont envisagées par leurs promoteurs et promotrices comme des supports d'empowerment (Carrel, 2013, p. 25). Elles pourront s'intéresser à la pluralité des interprétations de cette notion, plus ou moins tournée vers l'individu ou le collectif (Bacqué & Biewener, 2013), à l'instar de travaux sur les conceptions et les pratiques du pouvoir d'agir du point de vue des professionnel·les des centres sociaux (Garnier & Nez, 2023).

Axe 3 – Sanitarisation, écologisation du travail alimentaire et rapports sociaux

Ce troisième axe invite enfin à questionner ce que les processus d'écologisation et de sanitarisation du travail alimentaire, entendu l'ensemble des tâches qui conduisent à la production d'une alimentation domestique (Cardon et al, 2023, p. 169-170) font aux rapports sociaux. Ce travail est fortement sexué, relationnel et lié à la gestion des normes et prescriptions (Dupuy, 2017 ; Le Pape & Plessz, 2018 ; Régnier & Masullo, 2009 ; Schlegel, 2022). Il est ainsi central dans l'espace domestique et déterminé par les rapports sociaux de sexe (Mathieu et al., 2023 ; Plessz & Guéguen, 2017), qui assignent prioritairement les femmes à ces tâches. Dans quelles mesures les rapports sociaux sont actualisés par la réforme du travail alimentaire ? Comment alors l'écologisation de l'alimentation vient-elle entretenir, renforcer ou reconfigurer l'organisation du travail alimentaire domestique ? Les dispositifs d'écologisation de l'alimentation participent-ils à changer les pratiques et représentations de celles et ceux qui les prennent en charge et qui en sont la cible ? Il s'agit ainsi de prolonger les réflexions sur la mise en « ordre alimentaire » (Mathieu et al., 2023 ; Fournier et al., 2015) et de questionner ce que font les entreprises d'écologisation et de sanitarisation de l'alimentation aux rapports sociaux dans le travail alimentaire. Pouvant relever d'injonctions au *care alimentaire* (Fournier & Jarty,

2019), ces processus participent-ils d'un renforcement du contrôle des corps et de responsabilisation des individus, a fortiori des femmes ?

Il peut également être intéressant de questionner les « résistances » et les confrontations normatives face à ces processus, à l'instar des enquêtes sur la réception des politiques nutritionnelles et écologiques par des pères des classes moyennes et supérieures (Bister & Cardon, 2025) ou celle portant sur la délégation du travail alimentaire (Bister, 2024 ; Dupuy et al., 2018). Des travaux montrent par ailleurs que les entreprises de réforme du travail alimentaire produisent des effets qui dépassent leurs objectifs explicites. Par exemple, l'analyse des interactions sociales en ateliers de cuisine révèle des formes de socialisation et de sociabilité qui s'éloignent des finalités diététiques initialement recherchées (Bouima, 2021 ; Mayer, 2024). Ces travaux invitent à explorer les modes de réappropriation des actions de prévention par les publics visés, les critiques émises et les détournements opérés, pouvant renvoyer à un « art de n'être pas tellement gouverné » (Foucault, 2004, p. 171). Les contributions pourront ainsi prêter leur attention aux formes de « résistance » aux entreprises de verdissement et de sanitisation des pratiques alimentaires, en questionnant aussi les modalités et les conditions de possibilité d'appropriation (ou de rejet) de ces normes.

Cet axe invite enfin à déployer ces réflexions autour de l'écologisation du travail alimentaire au-delà de l'espace domestique. Le travail alimentaire peut ainsi être appréhendé dans une perspective élargie en prenant en compte les espaces de production et de distribution alimentaire, à l'instar des industries agroalimentaires (Comer, 2025 ; Déplaudé & Mischi, 2024 ; Liochon, 2024), du monde agricole (Arab, 2025 ; Hellio, 2008) ou de la (grande) distribution (Bordiec, 2018) et de la restauration (Bourelly, 2010 ; Théry, 2023), notamment collective (Comoretto et al., 2020 ; Lefébure, 2023). Il s'agit par exemple de se demander ce que la diffusion de normes écologiques et sanitaires fait aux travailleurs et travailleuses de l'alimentation. Comment les professionnel·les appréhendent l'intégration de prérogatives environnementales à leurs missions ? Est-ce qu'elles induisent de nouvelles divisions du travail et normes professionnelles dans ces espaces ? Les propositions pourront ainsi porter leur attention au « verdissement » de filières alimentaires et les implications matérielles de l'intégration des préoccupations environnementales et sanitaires dans leur organisation. On peut penser ici aux travaux sur l'entrepreneuriat écologique (Hetzl, 2024) dans le secteur de la lutte contre le gaspillage alimentaire, où le travail ouvrier de collecte et de traitement reste largement invisibilisé. De même, l'enquête sur les cantines associatives en Andalousie de Philippe Cardon et Maria Dolores Martín-Lagos López (2020) montre bien comment le souci d'y déployer une alimentation respectueuse de l'environnement et de la santé cohabite avec le travail précaire de cuisiniers très peu payé « mi travailleurs-mi bénévoles » (p. 153).

Les propositions de communications pourront ainsi interroger la manière dont l'écologisation du travail alimentaire participe de l'actualisation des rapports sociaux en s'intéressant tant aux espaces domestiques qu'aux mondes de l'emploi de l'alimentation, ainsi qu'à leur articulation.

Bibliographie indicative

Allen, P. & Sachs, C. (2012). Women and Food Chains : the Gendered Politics of Food. In Counihan C., Williams-Forsson P. (eds), *Taking Food Public. Redefining Foodways in a Changing World* (p. 23-40). Routledge.

Altenburger, C. (2022). La stratification sociale des pratiques d'alimentation durable. *So What, Chaire Unesco Alimentation du monde* (18).

Altenburger, C. (2025). Sélectionner ou former ? Le travail d'instruction à deux vitesses d'un appel à projets à destination de l'économie sociale et solidaire. *Terrains & travaux*, 47(2), 193-215.

Arab, C. (2025). La fraise de Huelva nourrit l'Europe et aussi les enfants des femmes du Maroc. Une double injustice reproductive et spatiale dans un contexte de capitalisme racial. *Cahiers du Genre*, 79(2), 103-136.

Armstrong, D. (1995), The rise of surveillance medicine. *Sociology of Health & Illness*, (17), 393-404.

Aubry, A. (2019). Le bénévolat d'hommes migrants en Suisse : travail gratuit et mise à l'épreuve civique. *Critique internationale*, 84(3), 147-164.

Bacqué, M-H. & Biewener, C. (2013). L'empowerment, une pratique émancipatrice La découverte, 2013, *Revue Projet*, 336-337(5), 186a-187.

Barrey, S., Dubuisson-Quellier, S., Gojard, S. *et al.* (2016). 11. Les effets du gouvernement sur les conduites Le rôle des bifurcations des trajectoires de vie dans les changements de conduite de consommation. Dans S. Dubuisson-Quellier, *Gouverner les conduites* (p. 399-448). Presses de Sciences Po.

Becker, H.-S., Traduit de l'américain par Briand, J.-P. et Chapoulie, J.-M. (1985). Les entrepreneurs de morale, in *Outsiders : Études de sociologie de la déviance* (p. 171-188). Métailié.

Benamouzig, D. & Besançon, J. (2007). Les agences, alternatives administratives ou nouvelles bureaucraties techniques ? Le cas des agences sanitaires. *Horizons stratégiques*, 3(1), 10-24.

Benamouzig, D. & Boubal, C. (2022). Réguler avec modération : le cas des recommandations nutritionnelles. *Sociologie*, 13(2), 125-141.

Bernard de Raymond, A., Bordiec, S., Doglio, L., Glory, D. & Jutand, M.-A. (2026). Démocratiser l'alimentation ? Une expérimentation locale de sécurité sociale de l'alimentation. *Salariat*, 3(1), 100-139.

Bergeron H. & Castel, P. (2015), Sociologie politique de la santé, PUF. *Gouvernement et action publique*, 5(2), 183a-189a.

Bergeron, H., Castel, P. & Noguez, É. (2013). Éléments pour une sociologie de l'entrepreneur-frontière. Genèse et diffusion d'un programme de prévention de l'obésité. *Revue française de sociologie*, 54(2), 263-302.

- Berlivet, L. (2015). Une biopolitique de l'éducation pour la santé : La fabrique des campagnes de prévention. Dans Fassin, D. & Memmi, D. (dir.), *Le gouvernement des corps* (p. 37-75). Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales.
- Beurois, T. (2023). Verdir l'aide alimentaire ? Les réceptions différenciées de la norme écologique dans une épicerie sociale d'un quartier populaire. *Sociétés contemporaines*, 131(3), 83-112.
- Billion, C. (2017). La gouvernance alimentaire territoriale au prisme de l'analyse de trois démarches en France. *Géocarrefour*, 91(4).
- Bister, A. & Cardon, P. (2025). Se faire une place en cuisine ? Des pères des milieux supérieurs face aux politiques publiques nutritionnelles et écologiques. *Revue française des affaires sociales*, 253(3), 247-264.
- Bister, A. (2024). Faire manger les enfants chez leurs grands-parents Rôles éducatifs familiaux et travail d'institution des normes alimentaires par les parents de classes moyenne et supérieure. *Revue des politiques sociales et familiales*, 152(3), 157-166.
- Bléhaut, M., Gressier, M. & Paquet (2025). Les multiples facettes de la précarité alimentaire. Rapport du Crédoc.
- Bognon, S. (2014). *Les transformations de l'approvisionnement alimentaire dans la métropole parisienne. Trajectoire socio-écologique et construction de proximités*. Thèse de Doctorat en Géographie, Aménagement, Paris 1 - Panthéon-Sorbonne.
- Bonzi, B. (2023). L'aide alimentaire, facteur de résistance pour une démocratie alimentaire. Pour une sécurité sociale de l'alimentation. *Multitudes*, 92(3), 86-94.
- Bordiec, S. (2018). La fabrique des biens philanthropiques La seconde vie des produits alimentaires dans un territoire rural. *Politix*, 121(1), 105-126.
- Boubal, C. (2019). L'art de ne pas gouverner les conduites. Étude de la conception des campagnes de prévention en nutrition. *Revue française de sociologie*, 60(3), 457-481.
- Bouchayer, F. (1984). Les logiques sociales des actions en Éducation pour la Santé. *Sciences Sociales et Santé*, 2(3) : 77-103.
- Bouima, S. (2021). Rejouer sa condition sociale sur la scène de l'alimentation partagée : Le cas des ateliers culinaires et des repas partagés pour « bien-vieillir ». *Sciences & Actions Sociales*, 2021/1(14) : 63-88.
- Bouchayer, F. (1984). Les logiques sociales des actions en Éducation pour la Santé. *Sciences Sociales et Santé*, 2(3), 77-103.
- Bourdieu, P. (1979). *La distinction : Critique sociale du jugement*. Éditions de Minuit.
- Bourelly, M. (2010). Cheffe de cuisine : le coût de la transgression. *Cahiers du Genre*, 48(1), 127-148.
- Breton, É. (2014). Répondre à l'appel (à projets) : Récits d'un apprentissage silencieux des normes de l'action publique patrimoniale. *Politix*, 105(1), 213-232.

- Bricas, N., Conaré, D. & Walser, M. (Éds.). (2021). *Une écologie de l'alimentation*. Quae.
- Brodiez-Dolino, A. (2015). La vulnérabilité, nouvelle catégorie de l'action publique. *Informations sociales*, 188(2), 10-18
- Brun, S. et Cosquer, C. (2022). 5. Race et ethnicité, des concepts complémentaires ou concurrents ? Dans *Sociologie de la race* (p. 61-72). Armand Colin.
- Caillavet, F., Castetbon, K., Cesar, C. *et al.* (2014). Inégalités sociales de santé en lien avec l'alimentation et l'activité physique. Expertise collective de l'INSERM.
- Callon, M. (1986). Éléments pour une sociologie de la traduction : La domestication des coquilles Saint-Jacques et des marins-pêcheurs dans la baie de Saint-Brieuc. *L'Année sociologique* 36, 169-208.
- Cardon, P., Depecker, T. & Plessz, M. (2023). *Sociologie de l'alimentation*, 2^e éd. Armand
- Cardon, P. & Martín-Lagos Lopez, M.-D. (2020). La circulation des savoirs alimentaires à destination des enfants des écoles primaires. Une ethnographie des cantines associatives en Andalousie (Espagne), *Les Enjeux de l'information et de la communication*, 203, 145-154.
- Carfagna, L., Dubois, E., Fitzmaurice, C., Ouimette, M., Schor, J. & Laidley T. (2014). An emerging eco-habitus : The reconfiguration of high cultural capital practices among ethical consumers. *Journal of Consumer Culture*, 14, 158-178.
- Carrel, M. (2013). *Faire participer les habitants ? Citoyenneté et pouvoir d'agir dans les quartiers populaires* (préface de Nina Eliasoph), ENS Éditions.
- Chauliac, M. & Herberg, S. (2012). Changing the food environment : the French experience. *Advances in Nutrition* 3(4), 605-610.
- Chessel, M.-E. (2012). *Consommateurs engagés à la Belle Époque : La Ligue sociale d'acheteurs*. Presses de Sciences Po.
- Chevallier, T. (2022). Financements publics et limitation de l'autonomie des associations dans les quartiers populaires. Une démarche exploratoire par ethnographie budgétaire auprès de deux associations à Lille. *Sociologie*, 13(4), 439-459.
- Collectif « Classes vertes » (2024). La condition écologique des classes sociales L'injustice environnementale à l'intersection des rapports de domination. *Actes de la recherche en sciences sociales*, 255(5), 4-27.
- Collectif « Classes vertes » (2025). Requalifier l'écologie : morales de classe et confrontations sociales. *Politix*, 151-152(3), 7-17.
- Comby, J.-B. (2024). *Écolos, mais pas trop : Les classes sociales face à l'enjeu environnemental*. Raisons d'agir éditions.
- Comby, J.-B. & Malier, H. (2021). Les classes populaires et l'enjeu écologique Un rapport réaliste travaillé par des dynamiques statutaires diverses. *Sociétés contemporaines*, 124(4), 37-66.

- Comer, C. (2025). Pallier le manque chronique de main-d'œuvre dans l'agroalimentaire Examen des segmentations du marché du travail par les modes de recrutement et de mise au travail. *Revue Française de Socio-Économie*, 34(1), 237-245.
- Comoretto, G., Lhuissier, A. & Maurice, A. (dir.) (2020). *Quand les cantines se mettent à table... : Commensalité et identité sociale*. Éducagri éditions.
- Conrad, P. (1992). Medicalization and social control. *Annual Review of sociology*. 18, 209-232.
- Corade, N., Lailliau, J., Lemarié-Boutry, M. & Noël, J. (2021). L'intégration de la dimension sociale dans une politique alimentaire métropolitaine. L'exemple de Bordeaux Métropole. *Pôle Sud*, 55(2), 35-54.
- Cottin-Marx, S., Hamidi, C. & Trenta, A. (2023). Avant-propos. *Revue française des affaires sociales*, (4), 7-43.
- Cottin-Marx, S., Hély, M., Jeannot, G. *et al.* (2017). La recomposition des relations entre l'État et les associations : désengagements et réengagements. *Revue française d'administration publique*, 163(3), 463-476.
- Coulangeon, P., Demoli, Y., Ginsburger, M. *et al.* (2023). *La conversion écologique des Français. Contradictions et clivages*. PUF.
- Crenn, C. & Delavigne, A.-E. (2020). Les imaginaires de la gastronomie au service de l'aide alimentaire en France. Dans Csergo, J., Etcheverria, O. & Laperrière, J.-P. (dirs.) *Imaginaires de la gastronomie* (p. 97-111). Menu Fretins.
- DARD/DARD. (2025). *Sécurité sociale de l'alimentation. Une carte vitale pour mieux manger*. Éditions de l'Attribut.
- Degert, A. (2025). Quand le territoire façonne l'accès à l'alimentation de qualité : freins, pratiques et attentes des habitants précaires en Seine-Saint-Denis. *Espace populations sociétés*, (1) [en ligne] www.ournals.openedition.org/eps.
- Delphy, C. (2003). Par où attaquer le « partage inégal » du « travail ménager » ? *Nouvelles Questions Féministes*, 22(3), 47-71.
- Dennis, M. K. & Robin, T. (2020). Healthy on Our Own Terms. Indigenous Wellbeing and the Colonized Food System. *Critical Dietetics*, 5(1), 4-11.
- Depecker, T. (2024). *Les comptes du salut. Quantifier et réformer l'alimentation au XIX^e siècle*, Presses universitaires François Rabelais.
- Depecker, T. & Lhuissier, A. (2016). La reconfiguration des enquêtes et des normes alimentaires en France : le service nutrition de l'Institut national d'hygiène. *Sciences sociales et santé*, 34(2), 5-36.
- Déplaud, M.-O. & Mischi, J. (2024). L'ère des aliments industriels Pour une histoire des industries agroalimentaires en France (XIX^e-XXI^e siècle). *Le Mouvement Social*, 289(4), 3-28.
- De Saint Pol, T. (2017). Les évolutions de l'alimentation et de sa sociologie au regard des inégalités sociales. *L'Année sociologique*. 67(1), 11-22.

- DeVault, M. L. (1994). *Feeding the family : The social organization of caring as gendered work*. The University of Chicago Press.
- DiMaggio P. J. & Powell, W. W. (1983). The Iron Cage Revisited : Institutional Isomorphism and Collective Rationality in Organizational Fields. *American Sociological Review*, 48(2): 147-160.
- Dubuisson-Quellier, S. (2016). 5. Gouverner (par) les conduites des consommateurs Le cas de la politique publique de consommation durable. Dans S. Dubuisson-Quellier, *Gouverner les conduites* (p. 193-228). Presses de Sciences Po.
- Dubuisson-Quellier, S. (2018). 1. Mobilisations de consommateurs à travers l’histoire. Dans *La consommation engagée* (p. 11-30). Presses de Sciences Po.
- Dupuy, A. (2017). 10. La division sexuelle du travail alimentaire : qu’est-ce qui change ? Dans F. Dubet. *Que manger ? : Normes et pratiques alimentaires* (p. 164-179). La Découverte.
- Dupuy, A., Tibère, L. & Goirand, S. (2018). Travail alimentaire et délégation éducative. Le cas des assistantes maternelles à domicile. *Revue des politiques sociales et familiales*, 129-130(4), 37-50.
- Elliott, R. (2013). The taste for green : the possibilities and dynamics of status differentiation through “green” consumption. *Poetics*, 41(3), 294-322.
- Fassin, D. (1998). *Les figures urbaines de la santé publique : Enquête sur des expériences locales*. La Découverte.
- Foley P. (1999). Competition as Public Policy : a Review of Challenge Funding. *Public Administration*, 77(4), 809-836.
- Foucault, M. (2004). « N’être pas tellement gouvernés ». fragment / manifeste. *Vacarme*, 29(4), 170-171.
- Latouche, K. Rainelli, D. & Vermersch. (1998). Food safety issues and the BSE scare : some lessons from the French case, *Food Policy*, 23(5), 347-356.
- Fouilleux, È. & Michel, L. (2020). *Quand l’alimentation se fait politique(s)*. Presses universitaires de Rennes.
- Fouilleux È. & Pahun, J. (2025). La fabrique des politiques alimentaires est-elle démocratique ? *Pour*, 253(3), 151-164.
- Fournier, T. & Jarty J. (2019). Gouverner les « mille premiers jours de vie ». *Revue des sciences sociales*, 61, 46-55.
- Fournier, T., Jarty, J., Lapeyre, N & Touraille, P. (2015). L’alimentation, arme du genre. *Journal des anthropologues*, 140-141(1), 19-49.
- Garnier, J. & Nez, H. « Chapitre 2. “Se tenir au milieu du gué” : les équipes d’animation face au “pouvoir d’agir” ». *Le pouvoir d’agir dans les centres sociaux*, édité par Héloïse Nez et al. Presses universitaires du Septentrion.

- Ginsburger, M. (2020). De la norme à la pratique écocitoyenne. Position sociale, contraintes matérielles et diversité des rapports à l'écocitoyenneté. *Revue française de sociologie*, 61(1), 43-78.
- Grassart, C. (2024). *Standardiser l'alternative ? Une analyse socio-économique de l'émergence des projets de supermarché coopératif et participatif en France*. Thèse de doctorat en Sciences économiques, Lille, Université de Lille.
- Grignon, C. & Grignon, C. (1980). Styles d'alimentation et goûts populaires. *Revue française de sociologie*, 21(4), 531-569.
- Grossetête, M. (2019). Quand la distinction se met au vert Conversion écologique des modes de vie et démarcations sociales. *Revue Française de Socio-Économie*, 22(1), 85-105.
- Guien, J., Hajek, I. & Ollitrault, S. (2020). Femmes et lutte contre le gaspillage : un espace d'émancipation ou d'aliénation genrée ? *Écologie & Politique*, 60(1), 105-119.
- Guthman, J. (2008). Bringing Good Food to Others : Investigating the Subjects of Alternative Food Practice. *Cultural Geographies*, 15, 431-447.
- Halbwachs, M. (1912). *La classe ouvrière et les niveaux de vie : Recherches sur la hiérarchie des besoins dans les sociétés industrielles contemporaines*. Félix Alcan.
- Hellio, E. (2008). Importer des femmes pour exporter des fraises (Huelva). *Études rurales*, 182(2), 185-200.
- Hély, M. (2009). 1. Entre public et privé : Les formes de régulation de l'action associative. In *Les métamorphoses du monde associatif* (p. 25-57). Presses Universitaires de France.
- Hetzel, M. (2023). Pour l'écologie, par le marché. L'institutionnalisation marchande du compostage de déchets alimentaires. *Sociétés contemporaines*, 131(3), 113-144.
- Hetzel, M. (2024). Un entrepreneuriat écologique inégalitaire Cadres-dirigeant·es et opérateurs de collecte face au verdissement du travail des déchets. *Actes de la recherche en sciences sociales*, 255(5), 44-57.
- Hourcade, R. & McClintock, N. (2023). L'alimentation, un enjeu de justice sociale : Mouvements alimentaires, politiques publiques et inégalités. *Lien social et Politiques*, 90, 5-34.
- Hugues, F. (2024). *Débrouilles rurales : les modestes économes au prisme de l'ethnographie ethnocomptable de leurs espaces domestiques*. Thèse de doctorat de sociologie, Paris, EHESS.
- Kabouche, N. & Dubuisson-Quellier, S. (2020). Collaborer avec le marché : les stratégies des associations végétariennes en France. *Revue française de sociologie*, 61(4), 617-640.
- Kingdon J. (1984), *Agendas, Alternatives and Public Policies*. Harper and Collins.
- Lamine, C. (2008). *Les intermittents du bio. Pour une sociologie pragmatique des choix alimentaires émergents*. Éditions Quae.

- Larchet, N. (2015). De l'urgence sociale à l'utopie sanitaire La construction sociale de l'obésité et l'occultation de la faim dans les villes américaines, Knoxville, 1981-1985. *Actes de la recherche en sciences sociales*, 208(3), 40-61.
- Lardon, S. & Loudiyi, S. (2014). Agriculture et alimentation urbaines : Entre politiques publiques et initiatives locales. *Géocarrefour*, 89(1-2), 3-10.
- Laurent, É. (2015). La social-écologie : Une perspective théorique et empirique. *Revue française des affaires sociales*, (1), 125-143.
- Lefébure, S. (2023). Les « petites mains » de l'écologisation du travail alimentaire. Une enquête dans la restauration collective. Dans Poupeau, F., Siméant, J., Ronsin, G *et al.* *Proceedings des journées d'étude « Écologie et classes sociales »* (p. 76-77). Rapport.
- Leleu, A. (2016). Domestiquer le budget ouvrier. Les patrons des mines d'Anzin et de Lens face aux enjeux de l'éducation féminine. *Les Études Sociales*, 164(2), 39-62.
- LePape, M.-C. & Plessz, M. (2018). Faire petit-déjeuner les enfants. Un enjeu de respectabilité parentale dans les milieux populaires. *Revue des politiques sociales et familiales*, 129-130(4), 91-97.
- Le Velly, R. (2017). *Sociologie des systèmes alimentaires alternatifs. Une promesse de différence*. Presses des Mines.
- Le Velly, R. (2006). Le commerce équitable : des échanges marchands contre et dans le marché. *Revue française de sociologie*, 47(2), 319-340.
- Lhuissier, A. (2007). *Alimentation populaire et réforme sociale. Les consommations ouvrières dans le second XIX^e siècle*. Maison des Sciences de l'Homme.
- Liochon, P. (2024). Des plats préparés, à quel prix ? Organisation de la production et conditions d'emploi dans une usine agroalimentaire périurbaine. *Le Mouvement Social*, 289(4), 187-210.
- Lorenzini, J., Schell, G. & Sahakian, M. (2022). Les épiceries participatives : Une contre-culture inclusive offrant une alternative à la consommation de masse ? *Revue Française de Socio-Économie*, 29(2), 159-182.
- Magnin, L. (2024). *La vie sociale des haies : Enquête sur l'écologisation des mœurs*. La Découverte.
- Marival, C. (2011). Associations de solidarité et stratégies de reconnaissance : Une diversité de réponses associatives aux pressions institutionnelles. *Revue internationale de l'économie sociale*. 322, 62-79.
- Mathieu, M., Jarty, J., Gojard *et al.* (2023). Le travail alimentaire : perpétuel enjeu de lutte entre classes de sexe. *Nouvelles Questions Féministes*. 42(2), 4-10.
- Mayer, J. (2024). La prévention par la cuisine à destination des personnes âgées. Des normes alimentaires à l'épreuve du quotidien. *Gérontologie et société*, 175(3), 135-153.

- Mestre, H. (2021). Les projets alimentaires territoriaux : Entre cadrage et limites de l'action publique alimentaire territoriale. Le cas de l'élaboration du PAT sur l'île d'Oléron. *Pôle Sud*, 55(2), 71-88.
- Michel, L. & Soulard, C.-T. (2021). Introduction. La fabrique des politiques alimentaires locales en France : Réponse aux crises ou usage de la crise ? *Pôle Sud*, 55(2), 7-18.
- Montrieux, G. (2023a). Déconflictualiser les alternatives écologiques pour mieux les diffuser Conditions d'émergence et structuration de parcours d'engagements de jeunes militant·es éco-citoyen·nes. *Sociétés contemporaines*, 131(3), 53-82.
- Montrieux, G. (2023b). Un introuvable levier de justice sociale. Démesure militante des circuits courts alimentaires alternatifs. *Lien social et Politiques*, 90, 330-353.
- Morel, S. (2014). *La médicalisation de l'échec scolaire*. La Dispute.
- Muller, B., Bricas, N., Vonthron, S. & Perrin, C. (2021). Cartographier les inégalités d'accès aux commerces alimentaires dans le Grand Montpellier, *So What*, Chaire Unesco Alimentation du monde (16).
- Néel, C. (2024). *Agir pour l'accessibilité alimentaire : Une analyse géographique de l'action publique, de l'engagement associatif et des pratiques individuelles dans les territoires ruraux*. Thèse de doctorat en géographie. Université Paul Valéry - Montpellier III.
- Neveu, É. (2022). Chapitre 2. Identifier Les entrepreneurs de problèmes. Sociologie politique des problèmes publics : Grand Débat national 2e éd. (p. 41-96). Armand Colin.
- OSSIPOW, L. & COUNILH, A.-L. (2023). La sanitarisation du social ou la transmission de normes diététiques dans la distribution de colis d'aide alimentaire. *Émulations. Revue de sciences sociales*. 45. [en ligne] www.journals.openedition.org/emulations.
- Paddeu, F. (2021). *Sous les pavés, la terre : Agricultures urbaines et résistances dans les métropoles*. Paris, Le Seuil.
- Paddeu, F. (2012). L'agriculture urbaine dans les quartiers défavorisés de la métropole New-Yorkaise. La justice alimentaire à l'épreuve de la justice sociale. *VertigO : la revue électronique en sciences de l'environnement*, 12(2). [en ligne] www.journals.openedition.org/vertigo/
- Paranthoën, J.-B. (2020). De la contestation des accords du GATT à la création des AMAP : genèse d'un mouvement devenu emblématique de l'ESS. *Recma. Revue internationale de l'économie sociale*, 356(2), 50-67.
- Paturel, D. & Ndiaye, P. (2020). *Le droit à l'alimentation durable en démocratie*. Champ social.
- Pelchat, Y., Gagnon, É. & Thomassin, A. (2006). Sanitarisation et construction de l'exclusion sociale. *Lien social et Politiques*, (55), 55–66.
- Perraudin, A. et Bertheleu, H. (2026). Le bénévolat d'exilé·es dans le champ associatif. Des formes d'engagement ambivalentes. *Sociologie*, 17(2), 189-207.

- Petersen, A. & Lupton D. (1996). *The new public health : Health and self in the age of risk*. Thousand Oaks, Sage Publications, Inc.
- Plessz, M. & Guéguen, A. (2017). À qui profite le couple ? Une étude longitudinale de l'alimentation à l'intersection du genre, de la situation conjugale et du statut social. *Revue française de sociologie*, 58(4), 545-576.
- Pinto, L. (2018). 2. La société de consommation : une mythologie politique. Dans l'invention du consommateur : Sur la légitimité du marché (p. 41-93). Presses Universitaires de France.
- Poulain, J.-P. (2002). *Sociologies de l'alimentation*. Presses Universitaires de France.
- Raude, J. (2008). *Sociologie d'une crise alimentaire, les consommateurs à l'épreuve de la maladie de la vache folle*. Coll. « Sciences du risque et du danger ».
- Régnier, F. (2025). *Distinctions alimentaires*. Presses Universitaires de France.
- Régnier, F. & Masullo, A. (2009). Obésité, goûts et consommation. Intégration des normes d'alimentation et appartenance sociale. *Revue française de sociologie*, 50(4), 747-773.
- Retière, J.-N. & Le Crom, J.-P. (2018). *Une solidarité en miettes : Socio-histoire de l'aide alimentaire des années 1930 à nos jours*. Presses universitaires de Rennes.
- Robelet, M. (2017). Les transformations des modes de contrôle croisés entre associations et autorités publiques dans le secteur du handicap. *Revue française d'administration publique*, 163(3), 599-612.
- Rodet, D. (2020). 13. Construire un système agro-alimentaire alternatif. In Ève Fouilleux & L. Michel (éds.), *Quand l'alimentation se fait politique(s)*. Presses universitaires de Rennes.
- Romeyer, H. (2015). Le bien-être en normes : Les programmes nationaux nutrition santé. *Questions de communication*, 27(1), 41-61.
- Rumpala, Y. (2009). La « consommation durable » comme nouvelle phase d'une gouvernementalisation de la consommation. *Revue française de science politique*, 59(5), 967-996.
- Saunier, C., Talpin, J. & Delfini, A. (2025). Les conditions sociales d'une écologie populaire. Mobilisation environnementale et rapports de classe au sein d'une ferme urbaine en quartier populaire. *Actes de la recherche en sciences sociales*, 256(1), 42-59.
- Schlegel, V. (2022). Le bon, le sucré et le patient : les diabétiques face à la transformation de leurs habitudes alimentaires. *Sociologie*, 13(4), 381-398.
- Simonet, M. (2010). *Le travail bénévole*. La Dispute.
- Sipan, O. (2025). *L'écologie domestiquée : zéro déchet, engagement féminin et écologisation du quotidien*. Thèse de doctorat en sociologie, Paris, EHESS.
- Slocum, R. (2011). Race in the study of food. *Progress in Human Geography*, 35(3), 303–327.

Thomas, H. (2008). Vulnérabilité, fragilité, précarité, résilience, etc. De l'usage et de la traduction de notions éponges en sciences de l'homme et de la vie. *Esquisses recueil Alexandries*, 13/28.

Théry, A. (2023). Proximité spatiale et distance sexuée dans les cuisines de restaurant en Chine. Une virtuosité confisquée. *Nouvelles Questions Féministes*, 42(2), 31-47.

Topalov, C. (Éd.). (1999). *Laboratoires du nouveau siècle : La nébuleuse réformatrice et ses réseaux en France 1880 - 1914*. Éditions de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales.

Véron, B. (2023). Des logiques militantes et productives en tension ? : L'exemple de la politique d'achat et de vente d'une coopérative alimentaire parisienne. *Lien social et Politiques*, (90), 354-376.

Visier, L. & Zoïa, G. (2025). Santé, école et alimentation, *Soin, Sens et Santé* (2), [en ligne] www.preo.ube.fr/revue3s.

Williams S. J. (2002). Sleep and Health : Sociological reflections on the dormant society. *Health : An Interdisciplinary Journal for the Social Study of Health, Illness and Medicine*. 6(2),173-200.